

**Politique étrangère - Brexit - Affaire
Khashoggi - Arabie saoudite -
Yémen - Entretien de M. Jean-Yves
Le Drian, ministre de l'Europe et
des affaires étrangères, avec
"Europe 1" - Extraits
(Paris, 19 novembre 2018)**

Q - Bonsoir Jean-Yves Le Drian,

R - Bonsoir,

(...)

Q - Dans un tel climat, toute affaire peut aggraver la déconnexion vis-à-vis des dirigeants, qu'ils soient politiques ou patrons, soyons donc prudents à ce stade. Mais, Jean-Yves Le Drian, les soupçons - les soupçons, je dis bien - de dissimulation au fisc japonais, entourant le patron de l'alliance Renault-Nissan, Carlos Ghosn, peuvent durablement selon vous, fragiliser un grand groupe comme Renault qui plonge en Bourse aujourd'hui ?

R - Il y a des responsables de ce groupe, ils doivent prendre les décisions qu'ils considèrent comme nécessaires devant ces situations et M. Ghosn doit aussi s'exprimer sur le sujet. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire sur cette situation qui effectivement est un peu inattendue.

Q - Et inquiétante, vous pouvez ajouter, en tant que ministre des affaires étrangères... et en charge du commerce extérieur.

R - Préoccupante... préoccupante... il importe de clarifier rapidement la situation.

Q - L'Europe à présent. À l'heure des incertitudes avec le chaos politique en Grande-Bretagne. Les ministres des affaires européennes, dont vous, ont avalisé le projet d'accord mais cela tangué sérieusement sur la scène politique. Vous n'excluez pas aujourd'hui un Brexit sans accord ?

R - La Grande-Bretagne a fait son choix. Cela remonte au mois de juin 2016 : les Britanniques ont décidé de quitter l'Union européenne. Nous le regrettons mais c'est une réalité qu'il faut mener jusqu'à son terme et comme vous le savez, depuis pas loin de deux ans maintenant, il y a eu des négociations sur un mandat qui avait été donné à Michel Barnier par les 27 pour mettre en place les conditions du divorce.

Il y a deux aspects pour bien comprendre : il y a d'abord comment est-ce qu'on divorce, quel est l'acte de divorce, nous y sommes ; et ensuite, comment est-ce qu'on va vivre ensemble après...

Q - Il faut être deux pour divorcer ; est-ce qu'ils veulent vraiment divorcer aujourd'hui ?

R - Il faut être deux pour divorcer et aujourd'hui, la proposition qui a été faite par la Commission européenne, qui a été validée tout à l'heure par les ministres concernés à Bruxelles - j'y étais -, cette proposition est la dernière proposition que nous pouvons faire pour qu'il y ait un acte de divorce qui soit un acte de divorce clair. C'est le dernier accord.

Maintenant, c'est de la responsabilité de la Grande-Bretagne de décider et, ensuite, si elle se décide en faveur de cet accord qu'on appelle l'acte de retrait, une autre procédure s'ouvrira, celle de la recherche, pendant une période de transition, de la manière dont on vivra ensemble après, à partir de 2020.

Et là, il y aura encore une autre négociation et si d'aventure, cela n'aboutissait pas, on reviendrait à ce moment-là à l'acte de divorce. Donc le processus n'est pas achevé mais il y a une étape très importante qui se joue, mais c'est de la responsabilité maintenant des Britanniques que de trancher.

Q - La balle est dans leur camp.

R - Absolument.

Q - L'affaire Khashoggi à présent, Jean-Yves Le Drian : la CIA aurait conclu que le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salmane, a personnellement commandité l'assassinat du journaliste à Istanbul. Trump temporise ; il parlera demain. Malgré les immenses intérêts en jeu, intérêts financiers et géopolitiques, on connaîtra vraiment la vérité ?

R - C'est ce qu'il faut souhaiter le plus possible. C'est une affaire extrêmement grave. Il s'agit d'abord d'un meurtre. Il s'agit d'un meurtre d'un journaliste. Il s'agit d'un meurtre d'un journaliste dans une enceinte consulaire. Cela fait beaucoup. Et nous souhaitons - le président de la République l'a dit à plusieurs reprises - que toute la vérité soit faite.

Q - ... que vous connaissez déjà... la CIA connaît la vérité, nos renseignements la connaissent...

R - Aujourd'hui le compte n'y est pas ; quand on dit que toute la vérité doit être faite, il faut qu'il y ait la désignation des circonstances et des responsables. Et une fois que nous nous ferons nous-mêmes une opinion sur le sujet, nous prendrons les sanctions nécessaires, cela a

été annoncé.

Q - Mais que vous faut-il davantage ? Les enregistrements sont là ; le rapport de la CIA est là ; nos renseignements français le savent aussi ; l'Allemagne d'ailleurs a décidé d'imposer des sanctions.

R - Oui, mais nous travaillons avec l'Allemagne en ce moment - j'ai vu mon collègue Heiko Maas, tout à l'heure à Bruxelles -, nous sommes en phase avec eux et nous allons nous-mêmes décider un certain nombre de sanctions très rapidement pour ce que nous savons. Mais nous estimons qu'il faut aller au-delà, parce que la vérité totale doit être connue.

Q - Et puis il y a la question politique, éminemment géopolitique ; est-ce que le prince héritier peut tout simplement rester ? Est-ce que vous reconnaissez que l'Occident est allé trop vite en le présentant ces derniers temps comme un formidable modernisateur ?

R - Il a pris des initiatives très fortes que personne n'attendait : le fait de rouvrir des cinémas, le fait de donner ce droit élémentaire aux femmes de conduire, le fait de permettre aux femmes d'assister à des spectacles. C'était une nouveauté forte. Et en plus, il a engagé un travail de réforme en profondeur de l'Arabie saoudite pour éviter que ce pays ne vive uniquement, sur le long terme, que sur la rente pétrolière.

Donc il y avait des initiatives très significatives, un projet de modernisation que chacun appréciait, y compris de modernisation des mœurs. Or, on s'aperçoit aujourd'hui que c'est un peu plus compliqué que cela, mais nous n'avons pas l'intention de nous mêler de la manière dont l'ensemble des autorités saoudiennes vont régler cette affaire. Nous constatons simplement qu'aujourd'hui, il y a ce crime de Khashoggi qui est absolument insupportable.

Q - Vous vous souvenez, il y a quelques années, on parlait de la même manière d'Erdogan, en parlant du formidable modernisateur ; c'est lui aujourd'hui qui apporte les enregistrements, c'est lui qui apporte les preuves. Qu'en pensez-vous ?

R - Le président Erdogan, dans la situation, puisque cela s'est passé en Turquie, assume ses responsabilités et il fait des interventions, il donne des informations ; c'est utile pour la vérité et pour l'établissement de cette vérité indispensable.

Q - Mais il ne faut pas oublier comment il traite lui-même journalistes et opposants dans son pays.

R - J'ai été amené à plusieurs reprises à souligner auprès de lui la nécessité de libérer quelques journalistes qui étaient emprisonnés. Heureusement, cela a donné des résultats. Le président Erdogan est libre de ses mouvements et il assume ses responsabilités, mais c'est utile que l'ensemble des acteurs qui ont des informations, puissent contribuer à l'établissement de la vérité.

Q - Pour conclure, cette terrible affaire Khashoggi aura peut-être - peut-être - une conséquence concrète : c'est la pression qui commence enfin à être faite sur l'Arabie saoudite par rapport à la guerre au Yémen, contre les Houthis sur fond de conflit, je le rappelle, entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Une réunion - c'est important - est prévue en Suède : qui sera présent ? Quels protagonistes et est-ce que vous pouvez aujourd'hui demander un cessez-le-feu et un accès à l'aide humanitaire ?

R - Nous en avons beaucoup parlé aujourd'hui avec mes collègues ministres des affaires étrangères de l'Union européenne et c'est vrai que c'est une sale guerre. C'est vrai que c'est une guerre insupportable dans ses effets ; les conséquences humanitaires sont dramatiques, la moitié de la population a faim ; les secours n'arrivent pas, ils sont détournés, y compris les secours médicaux. La nourriture qui a été diligentée par les organisations internationales n'aboutit pas à ceux qui mériteraient de l'avoir. Et pendant ce temps-là, la guerre continue, les conflits continuent, les morts s'accumulent, peut-être 10.000 morts depuis le début de ce conflit qui, certes, était au point de départ une attitude défensive de la part de l'Arabie saoudite.

Q - D'où l'urgence de l'accès à l'aide humanitaire...

R - Maintenant, la nouveauté du moment, c'est qu'une Arabie saoudite un peu affaiblie, des Houthis qui sont sous pression de l'Iran qui n'a pas intérêt à s'engager davantage dans ce conflit, aboutit au fait que pour la première fois, en tout cas moi depuis que je suis ministre des affaires étrangères et même ministre de la défense, on voit une éclaircie apparaître.

Et il y aura peut-être bientôt en Suède, début décembre, une réunion avec l'ensemble des acteurs. Et je dis que l'Union européenne aujourd'hui a insisté pour que les acteurs soient présents à ce rendez-vous initié par les Nations unies. Il faut engager les mesures de confiance ; il faut engager la désescalade de cette guerre oubliée, cette guerre insupportable et cette guerre qui ne peut pas aboutir à une victoire militaire, mais qui ne peut se régler que par le compromis politique.

Q - Merci, Jean-Yves Le Drian, d'avoir été l'invité exceptionnel d'Europe 1 ce soir. Merci à vous./.